



LE SERVICE PUBLIC DES FINANCES EN DANGER !

Le Prélèvement à la source : une simplification pour qui ?

Le prélèvement à la source est effectif depuis le 1er janvier 2019.

Le changement du mode de recouvrement de l'impôt sur le revenu modifie, d'ores et déjà, à la fois les comportements des contribuables et l'exercice des missions des agents de la Direction Générale des Finances Publiques qui a perdu

près de 40 000 emplois depuis 2002

dont 23 511 suppressions d'emplois ces dix dernières années.

En Saône et Loire, cela s'est traduit par 144 suppressions d'emplois depuis 2012. En 2019, 18 emplois ont été supprimés ; et ce sont les catégories B et C qui ont été le plus attaquées- ces mêmes catégories qui assurent l'accueil et le traitement des demandes du public... Pourtant, l'accueil physique des citoyens constitue le point d'entrée principal dans notre administration : en 2016, en Saône et Loire, au total 67 970 citoyens sont venus ou ont téléphoné dans les centres des finances publiques uniquement durant la campagne déclarative d'impôt sur les revenus ; ils sont près de 6 millions au niveau national. Les besoins de la population sont réels.

**Mais quelles conséquences pour vous, contribuables,
et pour nous, agents des Finances Publiques,
auront ces réformes et régressions issues de choix politiques ?**

Pour vous, contribuables	Pour nous, agents des Finances Publiques
Une contemporanéité faussée : Contrairement aux autres pays où est pratiqué le prélèvement à la source, l'impôt français sur le revenu évolue selon la situation du foyer <u>familial</u>. De plus les <u>réductions</u> et <u>crédits</u> d'impôt ne peuvent pas être connus l'année du prélèvement. Le prélèvement peut s'en trouver faussé et conduire à des <u>régularisations ultérieures</u> ! Une fausse simplification : Vous devrez donc être <u>vigilant</u> sur le taux de prélèvement effectué, qui pourra être modulé <u>sans contrainte à la hausse mais encadré pour la baisse</u> ! Un service à l'usager détérioré par des engorgements dans les services d'accueil avec notamment des services fermés pour absorber les flux (téléphoniques, courriels ou physiques). Vous êtes désormais systématiquement renvoyé <u>vers internet</u> !	Une charge de travail supplémentaire sans moyens supplémentaires : - 25 000 emplois en 10 ans, 2 130 suppressions d'emplois pour 2019. En Saône-et-Loire, 18 suppressions d'emplois en 2019 Une priorisation donnée au PAS au détriment des autres missions qui remet en cause l'organisation du travail et la qualité du service public. Des conditions de travail dégradées dues à une baisse constante des moyens, une hausse de la charge de travail dans toutes nos missions et un manque de visibilité notamment lié à la communication aléatoire sur le PAS. Un horizon dégradé, avec l'abandon pur et simple de missions au profit d'agence extérieures à la DGFIP ... une privatisation rampante ? Une mobilité géographique de plus en plus <u>subie</u> du fait de la disparition de services entiers et partant, de leurs implantations locales.

De plus, au 01/09/2019, 4 trésoreries sont fermées par l'administration : La Chapelle de Guinchay, La Clayette, La Roche Vineuse et Chalon Périphérie. La liste des fermetures annuelles s'allonge inexorablement mettant les citoyens devant le fait accompli. **Au final ce sont toujours les citoyens et les agents qui sont les grands perdants :** les agents parce qu'on supprime leur poste ou qu'on le transfère, et les citoyens parce que, une nouvelle fois, les services publics disparaissent. Et ensemble, ils goûteront à la mobilité géographique.

A l'appel de l'intersyndicale CGT – Solidaires – FO Finances Publiques 71, les agents des Finances Publiques de Saône et Loire se mobilisent pour défendre le service public, leurs missions et leurs emplois, pour vous et pour nous.

Il est indispensable d'avoir une politique fiscale plus juste (rétablir l'ISF, renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu, lutter contre la grande fraude et l'évasion fiscale)



C'est la survie même de la DGFIP qui est en jeu, aucun service ne sera épargné !

Donc, vous en avez marre d'être coincé dans une file d'attente ? Le Service des Impôts des Particuliers ne répond plus au téléphone ? Vous n'arrivez pas à joindre les services ? Vous n'avez pas de réponse à votre demande effectuée via la messagerie sécurisée ? Vous ne pouvez plus choisir votre mode de paiement ? Vous ne pouvez plus faire votre déclaration papier ? Vous estimez que l'agencement des locaux ne permet pas de respecter les règles de confidentialité ? Payez-vous moins d'impôts, malgré ces suppressions massives d'emplois ?

Toutes ces dégradations émanent de choix politiques qui ne tiennent pas compte des besoins fondamentaux des populations.

Pour nous opposer à toutes ces régressions et dénoncer des choix qui vont à l'encontre du service public et de ses agents, nous sommes mobilisés aujourd'hui!

Les agents des Finances Publiques ne sont pas responsables de ces choix politiques

ILS SONT, COMME VOUS, LES VICTIMES D'UNE POLITIQUE AGRESSIVE A L'ENCONTRE DES SERVICES PUBLICS !